

Pourquoi démissionner ?

On ne peut que souscrire à l'affirmation de la CPU (communiqué du 26 mars) : *“Le refus de discuter et de dialoguer est le plus court chemin vers la destruction des universités”*. Le problème est bien là, dans la situation actuelle de **blocage** entre un gouvernement qui ne veut rien céder sur le fond et un monde universitaire qui ne cesse d'appeler au dialogue et à de réelles concertations. La situation est d'autant plus grave qu'après des semaines, voire des mois de protestations émanant de la quasi-totalité des acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, aucun doute n'est permis sur la volonté du gouvernement d'imposer sans discussion son plan de *destruction des universités*. Les récentes évolutions sur le statut des enseignants-chercheurs ou sur le projet de mastérisation ne doivent bien entendu pas faire illusion, non seulement pour leurs insuffisances mais surtout pour le fait qu'il ne s'agit que de deux points saillants d'un ensemble de réformes dont l'esprit demeure et dont le but n'est rien moins que de faire fonctionner l'université selon les critères d'une entreprise privée, soumise à la loi du marché. La volonté de réduire les dépenses de l'Etat se pare des intentions les plus louables (renforcer l'attractivité, améliorer la compétitivité, moderniser, donner plus d'autonomie, assouplir et personnaliser les ressources humaines, mise à niveau des standards internationaux, ...) pour abandonner le service public universitaire aux techniques managériales du secteur privé selon les règles de la mise en concurrence. Il en résulte un véritable renversement des valeurs. Le savoir et la connaissance ne sont plus les raisons d'être de l'institution universitaire mais de simples marchandises dans une université transformée en entreprise et soumise à l'obligation de rentabilité. Le blocage entre le monde universitaire et le gouvernement vient de cette conception mercantile qui voudrait s'appliquer à tout sans discernement alors que la transmission des connaissances, la possibilité d'orienter librement ses recherches ne sont pas compatibles avec une vision purement comptable. Personne ne remet en cause la nécessité pour l'Université, que ce soit pour l'enseignement ou la recherche, de prendre en compte l'évolution globale de la société, de montrer qu'elle est capable de s'adapter à de nouveaux contextes, d'évoluer et de se transformer pour être en mesure d'assurer pleinement sa mission mais elle ne doit pas pour cela se dénaturer ; or, en se désengageant comme il le fait, l'Etat abandonne sa mission de service public quitte à priver l'Université des capacités d'assumer ses fonctions fondamentales.

Nous sommes donc extrêmement surpris de voir la CPU affirmer (communiqué du 25 mars) : *“La CPU (...) prend acte, après deux mois de débats dans les universités et de discussions avec le gouvernement, de l'évolution concrète, grâce à l'action de l'ensemble des parties prenantes, sur tous les sujets qui sont à l'origine des mouvements actuels : les suppressions de postes, la réforme du statut des enseignants-chercheurs, la réforme de la formation des enseignants, la question des IUT, le contrat doctoral et les chaires université-organisme.”*. S'il y a eu des évolutions sur certaines revendications, elles n'ont été approuvées que par une minorité de *parties prenantes* et elles ne touchent en rien au fond de la situation ; en particulier, suppressions de postes, baisse de financement des IUT, démantèlement des EPST demeurent la règle. Force est de constater qu'il n'y a aucun recul du gouvernement par rapport à son projet global de destructuration du service public universitaire, via un désengagement financier en personnels et en moyens. Ce constat de blocage ne nous laisse pas d'autre possibilité que de poursuivre le mouvement. Comme le soulignait la Coordination Nationale des Universités, c'est le gouvernement qui porte la responsabilité de l'éventuelle radicalisation du mouvement. Il ne tient qu'à lui de ramener le calme en mettant un coup d'arrêt immédiat à l'ensemble des réformes en cours de manière à ouvrir de vraies concertations. La communauté universitaire a besoin d'un signal fort qui montre que l'enseignement et la recherche sont bien des priorités dans la politique publique de la nation. Faute de cela, si des questions aussi importantes que les recrutements ou la délivrance de diplômes se retrouvent mises en danger, la responsabilité en incombe à nos seuls gouvernants qui se figent dans *le refus de discuter et de dialoguer* sur le fond commun aux différentes réformes.

Parce que les réformes en cours touchent aux fondements de l'université et des organismes de recherche, ce mouvement de protestation est sans précédent. Voilà maintenant près de deux mois (et davantage dans les IUT) que la mobilisation est très forte. C'en est assez ! Nous ne sommes pas dupes de négociations à la marge qui ne remettent aucunement en cause le fond des réformes décidées par nos gouvernants. Conscients de la gravité de cette situation, nous prenons acte de la situation de blocage qu'entraîne l'attitude du gouvernement. **En démissionnant de nos charges administratives, nous réaffirmons notre détermination face à un gouvernement qui feint de ne rien entendre.**